



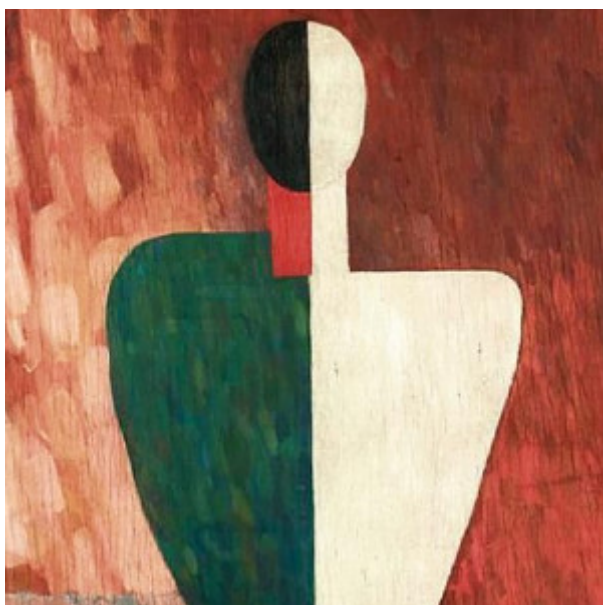
Marlène Schiappa, le fémonationalisme et nous

Kaoutar Harchi

6 août 2020

Texte inédit pour le site de Ballast

Juillet 2020. Dans le cadre d'« opérations de reconquête républicaine », Marlène Schiappa en appelle au « bon sens », entendre : « Si la maison de votre voisin s'effondre, vous l'accueillez. Mais s'il se met à tabasser votre sœur, vous le virez ! » C'est en ces termes qu'elle se félicite de la mise en place, par ses soins, de la double peine pour les étrangers coupables de violences sexistes et sexuelles. Accusée dans une récente tribune d'instituer « un traitement différencié selon la nationalité » et, par là même, de promouvoir le fémonationalisme— c'est-à-dire un féminisme qui instrumentalise les droits des femmes à des fins nationalistes et identitaires —, la porte-voix du gouvernement Macron a répondu n'avoir « aucune leçon de féminisme à recevoir de qui que ce soit ». Plus qu'une participation à la présente polémique, la sociologue et écrivaine Kaoutar Harchi entend ici, en guise de prolongement, défendre la nécessité de déployer, face aux menées libérales et xénophobes, « un féminisme antiraciste et anticapitaliste ».



À peine nommée ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en charge de la Citoyenneté, Marlène Schiappa, ancienne secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les hommes et les femmes et de la Lutte contre les discriminations, a revêtu les habits neufs — au vrai, pas tant que cela — de la nouvelle fonction politique qui lui incombe. Ces nouvelles attributions **ne vont pas sans rappeler** d'anciennes prises de position. Se voulant féministes, celles-ci plaident, en 2017, tant pour l'instauration d'un congé maternité

non indexé au statut professionnel des mères que pour la verbalisation des insultes sexistes proférées au sein de l'espace public. L'alliance, hier comme aujourd'hui, d'un déploiement de dispositifs sécuritaires visant au contrôle des conduites masculines, d'une part, et d'une rhétorique de la protection des femmes contre les violences sexistes et sexuelles, d'autre part, est loin d'être une disposition circonstancielle. Elle peut même relever d'un **projet féministe de type carcéro-punitif** : déployé au cœur de l'État, il en a pris le pli au point de confier aux institutions de la force — policière et pénitentiaire — le monopole de la gestion protectrice des femmes.

« De quels hommes et de quelles femmes parle Marlène Schiappa lorsqu'elle défend la mise en place de mesures de lutte contre "le séparatisme" ? »

Ne voir là qu'une passion pour le châtiment et l'enfermement est à la fois nécessaire et insuffisant : l'analyse des alliances réalisées ne peut se faire indépendamment d'une analyse des significations politiques symboliquement induites, ni évacuer les effets empiriques produits sur les vies des hommes et des femmes. Car, au final, de quels hommes et de quelles femmes parle Marlène Schiappa lorsqu'elle défend la mise en place de mesures de lutte contre « le séparatisme » — que le président de la République évoquait déjà, le 18 février 2020, lors de **son discours** à Mulhouse ? Rien de plus simple, il suffit d'écouter Schiappa s'exprimer : « *Lorsqu'un étranger commet des violences sexistes ou sexuelles, il doit cesser d'être accueilli en France.* » Ou : « *Si vous avez*

quelqu'un qui se présente comme étant un imam et qui, dans une salle de réunion, ou sur YouTube, ou sur les réseaux sociaux, appelle à la lapidation des femmes parce qu'elles se parfument, il ne faut pas rester sans agir, il faut déposer plainte. Tous les voies et recours doivent pouvoir être étudiés et nous devons pouvoir étudier des manières de renforcer la législation pour réaffirmer les grands principes de la République et notre lutte contre le séparatisme. »

Ou bien encore : *« L'idée, c'est de contrer les groupes organisés de manière hostile et violente vis-à-vis de la République. Il y a des choses qui existent déjà dans la loi : on a fait fermer près de 300 lieux problématiques, débits de boissons ou écoles hors contrat, qui prêchent cet islam politique, cet islamisme et ce séparatisme. [...] Et c'est une manière de protéger les musulmans qui nous alertent et nous disent que leur mosquée est prise à partie sur ces questions-là par des groupes qui s'organisent pour parler au nom de l'islam. Il faut être prudent sur les mots et les termes, et c'est pour cela qu'on finalise cette loi et qu'on la présentera à la rentrée. »* Et de préciser, enfin : *« Je veux être prudente dans les comparaisons qu'on fait et je ne peux pas comparer [les exemples cités plus hauts avec] le diacre qui considère que l'évêché doit être réservé aux hommes. Je ne suis pas d'accord avec lui mais il ne met pas en péril la République. Ce n'est pas la même chose de dire "nos traditions veulent cela" que de dire "j'impose mes lois et je souhaite lapider des femmes", il y a une différence de degré. »*





□Kazimir Malevitch□

Bien que nous ignorions encore selon quels dispositifs précis Marlène Schiappa entend mener ce « *combat culturel* », sa seule manière d'en assurer la performance médiatique nous permet d'identifier sans mal la forme de coalition qui le fonde : coalition d'un argumentaire centré sur la condition sociale inégalitaire à laquelle les femmes sont contraintes, et d'un discours qui se veut à la fois explicatif et prescriptif. Un discours qui fait de la condition des femmes un phénomène imputable, non pas au régime patriarcal tel qu'il se (re)configure au gré des périodes et des espaces, mais à un segment particulier de ce régime. En amalgamant les figures incommensurablement altérisées de l'étranger, du réfugié, du migrant, du musulman, de l'Arabe, du Noir ou encore du jeune de banlieue, ce segment devient le seul qui vaudrait la peine d'être combattu. Ce phénomène rhétorique où féminisme et racisme se rencontrent, se saluent, et s'incarnent en politiques gouvernementales, en programmes éducatifs, en campagnes de prévention ou encore en répertoire d'intégration, a été qualifié de « fémonationaliste » et s'arrime à la famille étendue des [nationalismes sexuels](#).

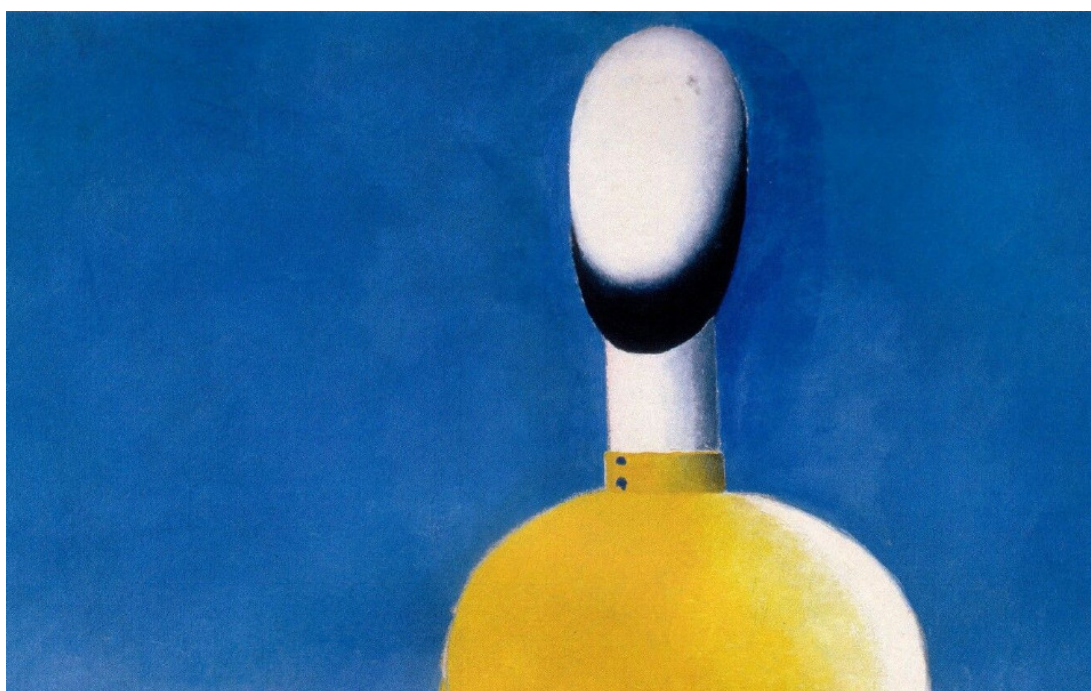
Un féminisme au service de la nation

« Ce phénomène rhétorique où féminisme et racisme se rencontrent, se saluent, et vont en s'incarnant en politiques gouvernementales a été qualifié de "fémonationaliste". »

Forgé par [Sara R. Farris](#) à travers l'ouvrage *In the name of Women's Rights — The Rise of Femonationalism*, le concept de [fémonationalisme](#) décrit, selon l'autrice, « les tentatives des partis européens de droite (entre autres) d'intégrer les idéaux féministes dans des campagnes anti-immigrés et anti-Islam ». Si la critique des convergences de la rhétorique des droits des femmes et celle du chauvinisme-nationalisme a mis en évidence, et avec insistance, les processus de culturalisation des violences faites à celles-ci, Sara R. Farris a œuvré, en tant que féministe marxiste, à déplacer l'analyse vers le terrain fécond du complexe politico-économique. Ainsi a-t-elle cherché à comprendre les motivations profondes qui tendent, sous l'effet de la surqualification sexiste des hommes non-blancs¹, à opposer les intérêts de ces derniers aux femmes non-blanches et, plus encore, à les représenter publiquement comme des figures antinomiques. Et la théoricienne de s'interroger : « *De nos jours, particulièrement dans le Sud de l'Europe, les migrants sont fréquemment perçus comme une réserve de main-d'œuvre bon marché dont la présence menace les emplois et les salaires des travailleurs nationaux. Pourtant, les travailleuses migrantes et les musulmanes en particulier ne sont*

ni présentées ni perçues de la même manière. Pourquoi ? »

Pour répondre à cette question, plus redoutable qu'elle n'y paraît, Sara R. Farris a porté son attention sur les secteurs économiques d'intégration des migrant·es. De là, il est apparu que les travailleuses migrantes sont principalement employées par le secteur domestique tandis que les travailleurs migrants sont distribués selon une logique bien plus diversifiée. La féminisation des mondes du travail, l'ouverture du domaine des soins au marché ainsi que la facilitation transactionnelle, organisée par l'État, de recourir à une assistance extérieure — relative, notamment, à la garde d'enfants, à l'aide aux personnes âgées ou aux personnes handicapées — ont grandement et durablement favorisé la constitution des femmes du Sud, non comme « armée de réserve » menaçante mais comme « armée régulière » entretenue permettant aux collectivités blanches de bien vivre.



□Kazimir Malevitch□

Selon l'autrice, l'une des grilles de compréhension de l'appareil justificatoire fémonationaliste tirerait sa force de cette matérialité de l'aide féminine apportée. La lutte pour la conservation de cette aide conduirait alors à représenter et à traiter les femmes non-blanches issues des migrations postcoloniales comme victimes à extirper et à sauver des mains dangereuses de leur époux, père, frère, oncle, cousin, et plus généralement de tout homme de leur groupe ethno-racial supposé ou réel. La logique



néolibérale, dont on perçoit bien, ici, l'intimité structurelle qu'elle entretient avec la sexualisation/racialisation de la force de travail, viendrait dès lors infléchir les traitements — mais pas les violences — que des gouvernements de droite et de gauche porteraient sur les femmes migrantes. Inflexions d'autant plus probables et soutenues qu'elles viennent confirmer, si ce n'est créer, un effet de coïncidence avec la définition majoritaire de la figure féminine — *a fortiori* migrante — émancipée et légitime à vivre sur les territoires nationaux européens : soit une femme libérée de l'emprise familiale et librement présente sur le marché du travail.

Une séquence fémonationaliste historique

« Il s'agirait de comprendre la manière dont la pensée de Sara R. Farris éclaire l'une des séquences contemporaines les plus fondamentales de la longue histoire fémonationaliste française. »

Dans le contexte spécifique des politiques et législations françaises, il s'agirait alors de comprendre la manière dont la pensée de Sara R. Farris éclaire l'une des séquences contemporaines les plus fondamentales de la longue histoire fémonationaliste française, à savoir celle de l'interdiction du port du voile dans les écoles publiques, en 2004, au nom de la laïcité et de l'égalité filles-garçons. Comme le note la sociologue Christine Delphy, les arguments des féministes en faveur de l'interdiction du foulard, « formulés dès 1989 par Élisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay, Catherine Kintzler² », ont affirmé l'exceptionnalité de la violence sexiste exercée par les hommes non-blancs, en la rejetant au-delà du cadre de la violence sexiste ordinaire. Nombre de débats publics se sont alors orientés vers le « pourquoi » de cette violence supposée plus violente que toute autre, et ont fait d'elle, lorsqu'elle est observée sur le territoire national, une violence accidentelle — c'est-à-dire importée d'un ailleurs lointain, conséquence de l'immigration d'hommes de confession musulmane, réelle ou supposée — et portant atteinte à l'intégrité de la « démocratie sexuelle ».

L'association Ni Putes ni Soumises, par exemple, grandement centrée sur l'accompagnement de la population féminine « des quartiers », a incarné le combat contre la « barbarie » patriarcale supposée de la fraction masculine, musulmane et populaire de la société française. Un combat, mené par quelques actrices féminines racisées proches des structures du pouvoir, se voulant représentatives du pendant féminin de ladite fraction, et qui a symbolisé, à lui-seul, l'arrachement des femmes *bonnes* d'une religion et d'une culture *mauvaises*. Cela au point que la nécessité d'aider les jeunes filles en question à quitter leur « culture » en quittant leur famille, et plus

encore à rompre tout lien avec elles, a progressivement été défendue par les membres de l'association et par nombre d'acteurs et d'actrices institutionnels prohibitionnistes.



□Kazimir Malevitch□

Articulant ces éléments, qui mêlent processus de racialisation (lesquels assurent la pérennité de l'ordre patriarcal) et mécanismes de sexualisation (lesquels confèrent toute sa force à l'organisation racisée), Sara R. Farris y adjoint alors ce que la sociologue Dina Bader a nommé « *la dimension du gain*³ » : cet intérêt structurel qui mène les gouvernements de droite et de gauche, dans une perspective conservatrice et nationaliste, à s'accaparer le discours féministe, avec la collaboration volontariste de féministes en poste, « *car ils ont quelque chose à gagner* ». En filigrane de cette manière d'appréhender le phénomène d'un féminisme raciste, nous retrouvons l'hypothèse développée par le philosophe marxiste [Alain Badiou](#) selon laquelle « *la loi sur le foulard [serait] une loi capitaliste pure [qui] ordonnerait que la féminité soit exposée. Autrement dit, que la circulation sous paradigme marchand du corps féminin [serait] obligatoire et interdi[rait] en la matière — et chez les adolescentes, plaque sensible de l'univers subjectif entier — toute réserve* ». Ainsi la logique marchande d'une transparence de la féminité occidentale s'articule aux résidus fondamentaux de la logique (néo)coloniale du dévoilement articulée.

Dans un paradigme où les femmes racisées, en tant que telles, sont perçues comme



ayant toujours quelque chose d'elles à vendre quand, au contraire, les hommes racisés sont appréhendés comme ne disposant pas de ressources pour acheter, aux premières l'accueil sous conditions — celle de ne pas porter le voile, notamment —, aux seconds le rejet inconditionnel.

Enjeux collectifs

« Les femmes racisées sont contraintes de construire avec et sans les hommes du groupe racisé, avec et sans les femmes du groupe blanc. »

La rhétorique fémonationaliste à laquelle Marlène Schiappa s'adonne allègrement depuis le ministère de l'Intérieur⁴ se déploie entre les soupçons d'agressions sexuelles qui pèsent sur Gérald Darmanin : mise en scène révoltante d'un pouvoir qui survise la violence sexiste de *certain*s hommes pour mieux invisibiliser celle d'*autres*. Cette rhétorique appelle une réponse forte, collectivement organisée. Non parce que *nos* hommes subiraient le racisme et qu'il faudrait, en tant que *leurs* femmes, les en sauver — tandis que d'*autres* hommes chercheraient à *nous* sauver de ceux-là mêmes —, mais bien parce qu'en tant que *femmes de personne*, nous jugeons que la lutte antiraciste et la lutte antisexiste ne sauraient être pleinement réalisées que dans cette conscience aiguë que les personnes opprimées par le racisme ne sont pas toutes des hommes non-blancs et que l'oppression patriarcale ne soumet pas uniquement des femmes blanches. Dans cette perspective, et Delphy le remarque justement, les femmes racisées sont contraintes de construire *avec et sans* les hommes du groupe racisé, *avec et sans* les femmes du groupe blanc. *Ce qui pose la question cruciale* des conditions de possibilité liées à la construction d'un espace politique des femmes racisées.

Que signifie cet « avec » et ce « sans » ? Une infinité de pièges qui parsème les chemins difficiles de l'émancipation politique des membres objectivement solidaires du groupe racisé et des membres objectivement solidaires du groupe féminin — solidarité que la rhétorique fémonationaliste cherche tout bonnement à rompre définitivement en isolant femmes et hommes, en livrant les unes à la dévoration domestique et les autres à la noyade en haute mer ou à l'asphyxie. Cela ne peut ni ne doit durer car personne ne peut être dépossédé de son existence et vivre en se sachant, ainsi, destiné à la mort. Dénoncer et lutter contre la racialisation des questions sexuelles et la sexualisation de la question raciale — auxquelles Schiappa et Darmanin, comme d'autres avant eux, vont en promettant un grand avenir — implique d'affronter une question centrale : si les femmes racisées sont aptes — car construites ainsi par un ensemble de rapports sociaux

— à se voir, à se reconnaître et à éprouver une forme d'empathie envers l'homme non-blanc que le racisme violente et envers la femme blanche que le patriarcat oppresse, qui des membres de ces groupes dominés se reconnaissent en elles ?



□Kazimir Malevitch□

Il importe de nous acharner à pointer du doigt la moindre injustice de genre, de classe et de race, produite non seulement par l'instrumentalisation des idées féministes, mais aussi et surtout par le caractère instrumentalisable et donc antiféministe de ces mêmes idées. Cela, de nombreuses personnes qui militent l'ont dit bien des fois. Mais en matière de politique des luttes, se répéter est une manière de dialoguer avec ceux et celles qui entendraient parler de tout cela pour la première fois, comme une manière de ne pas laisser aller à l'apathie ceux et celles qui n'en ont que trop entendu parler. Il importe, aussi, de rompre avec l'idée selon laquelle les hommes racisés seraient substantiellement plus violents que les autres hommes et que les cultures des Suds seraient plus marquées par l'idéologie patriarcale que celles du Nord. Car, dans un cas comme dans un autre, nous sommes entraîné·es à répondre au « pourquoi » moralisant de cette prétendue spécificité, et non au « comment » politique de cette spécification. Cette rupture est absolument fondamentale. Elle conditionne la possibilité d'orienter la lutte, non pas contre les formes les plus monstrueuses du patriarcat — ce qui ne peut que nous conduire à entériner les formes souriantes et galantes de ce dernier — mais bien contre le patriarcat dans tous ses états⁵. Enfin, il importe de prendre la mesure des



concurrences féroces qui ont lieu au sein des espaces du féminisme majoritaire blanc pour la conservation et/ou la conquête du monopole féministe.

Demeurons vigilant·es quant aux potentielles formes de récupérations de la critique fémonationaliste, non pas dans une perspective révolutionnaire qui profiterait à toutes les membres de la classe des femmes, mais dans une logique de pure *distinction* stratégique des groupes dominants entre eux. Puisque l'oppression accable sur plusieurs fronts à la fois, nous ne pouvons que réfléchir ensemble et solidairement vers la construction d'espaces étendus. Espaces où les réflexions théoriques et les actions concrètes des femmes qui prônent un féminisme antiraciste et anticapitaliste pourront se déployer plus encore, dans la plénitude de leurs croisements.

Illustrations de bannière et de vignette : extraits d'œuvres de Kazimir Malevitch

1. Nous entendons par l'expression « surqualification sexiste » le fait de considérer que les hommes non-blancs sont naturellement plus sexistes que les hommes blancs.[↔]
2. Christine Delphy, « Antisexisme ou antiracisme ? Un faux dilemme ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 25, n° 1, 2006.[↔]
3. Dina Bader, « Sara R. Farris : In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism », *Nouvelle Questions Féministes*, vol. 37, 2018.[↔]
4. « La Citoyenneté ce sont les enjeux de cohésion nationale, le respect du principe de laïcité, la défense du droit d'asile, l'accueil des réfugiés, les projets liés à la lutte contre le séparatisme, l'engagement des forces de l'ordre dans la protection des femmes victimes de violence, mais aussi tous les enjeux du ministère de l'Intérieur auxquels le ministre m'associe. »[↔]
5. Voir Mara Viveros Vigoya, *Les Couleurs de la masculinité*, La Découverte, 2018. Et Joao Gabriel, « Combattre la racialisation des questions de genre et de sexualité à la racine », 18 novembre 2016, blog.[↔]